

# UNIVERSITÉS: LA FIN DE L'AUBERGE CANADIENNE

Elles étaient réputées pour leurs frais abordables et leur multiculturalisme.

Mais, depuis l'instauration de quotas d'étudiants étrangers par Ottawa, les facs s'inquiètent

MONTRÉAL (CANADA) - correspondance

Longtemps perçu comme un Eldorado académique, conjuguant qualité de l'enseignement, infrastructures modernes et frais modérés – surtout au Québec –, le Canada voit cette image se fissurer. En cause, la mise en place par le gouvernement, en janvier 2024, d'un plafond d'approbation des permis d'études pour les étrangers. Lors de la présentation de son nouveau plan d'immigration, en novembre 2025, Ottawa a encore réduit la voilure, en abaissant le nombre de ces permis – 155 000 nouveaux étudiants étrangers autorisés pour 2026, soit moitié moins qu'en 2025. De même, les conditions d'admission des permis de séjour postdiplôme deviennent plus sélectives. L'inquiétude gagne les établissements, qui peinent à préserver leur pouvoir d'attraction et craignent une baisse de qualité de leur enseignement.

Au Québec, certaines institutions francophones enregistrent une véritable hémorragie: l'École nationale d'administration publique a vu son nombre d'inscrits internationaux chuter de près de moitié en un an. Si Campus France,

agence nationale spécialisée dans la mobilité étudiante, n'a pas encore mesuré la baisse globale de départs d'étudiants français vers le Canada, certaines écoles ont tenu leurs comptes. A titre d'exemple, l'École d'ingénieurs aérospatiaux et spatial Paris-IPSA, qui y envoyait chaque année une vingtaine d'étudiants, a dû réduire la cohorte de partants à six en 2025 et à trois pour la rentrée 2026. Soit une baisse de 85% en deux ans.

Pour expliquer l'instauration de ce quota, le gouvernement canadien met en avant sa volonté de réduire la trop forte pression pesant sur sa capacité d'accueil, après plusieurs années d'immigration soutenue. Chaque gouvernement provincial fixe sa propre grille de répartition, selon ses priorités. Ainsi, au Québec, le pouvoir exécutif a décidé, en février 2025, la fin du Programme québécois d'échanges étudiants (PQEE).

Avec, pour conséquence, la dissolution de coopérations, parfois nouées depuis de nombreuses années. «Toutes les universités et écoles françaises du programme sont touchées. Les ententes signées avec le bureau de coopération inter-universitaire de la province ne sont plus en vigueur depuis le 31 mai 2025», explicite



L'université Laurentienne, à Sudbury (Ontario), en 2020. UNIVERSITÉ LAURENTIENNE

**«SI UN ÉTUDIANT NE VIENT PLUS CHEZ NOUS AUJOURD'HUI, ON PERD SES DROITS DE SCOLARITÉ POUR TROIS, QUATRE OU CINQ ANS»**

CHRISTIAN BLANCHETTE  
recteur de l'université  
du Québec, à Trois-Rivières

Alice Fleury, directrice du bureau international de l'Institut d'ingénierie informatique de Limoges (3iL).

**«ÇA NOUS COUPE LES AILES»**

Sur les campus, la baisse des effectifs étrangers crée une brèche financière que les universités pourraient mettre des années à combler. A l'université du Québec, à Trois-Rivières (UQTR), la chute du nombre d'étudiants internationaux, de 18% en un an, représente 7 millions de dollars canadiens (4,4 millions d'euros) de revenus envolés. L'impact est immédiat selon son recteur, Christian Blanchette: «On a resserré nos

projets, avec un quasi-gel des embauches. Ça nous coupe les ailes, alors que nous sommes en pleine croissance.»

L'UQTR – qui compte sur un budget annuel de 330 millions de dollars canadiens – perd une source de financement d'autant plus précieuse qu'elle ne dépend pas des subventions gouvernementales. Le recteur redoute des effets durables: «Si un étudiant ne vient plus chez nous aujourd'hui, on perd ses droits de scolarité pour trois, quatre ou cinq ans. L'impact va s'alourdir d'année en année.»

Cet état des lieux des établissements d'enseignement supérieur canadiens est observé par leurs homologues et parte-

## «Si la porte québécoise se ferme, je devrai songer à d'autres options»

L'installation permanente après la fin du parcours universitaire est devenue plus difficile. En particulier au Québec, province de prédilection des Français

MONTRÉAL (CANADA) - correspondance

Mon parcours de vie était tout tracé. C'était écrit noir sur blanc: avec mon diplôme, je pouvais m'établir au Québec pour toujours. Ma thèse était censée être le début d'une nouvelle vie. Et finalement, c'est l'inverse absolu: un cul-de-sac», se désole Julian Ballester, 36 ans, doctorant en études littéraires à l'université du Québec à Montréal. «La fin du PEQ [programme de l'expérience québécoise], ça change tout pour moi. Le sens même des études que j'ai entamées ici s'envole.»

Au Québec, province appréciée des Français, le parcours d'immigration post-études se complique. Au cœur des débats: la fin du PEQ, officiellement suspendu le 19 novembre 2025. Ce programme permettait aux étudiants à temps plein et respectant plusieurs critères (langue, durée d'études) de demander ensuite un certificat de sélection de la province, première étape vers l'immigration permanente. Un sésame simple à obtenir, qui a permis à plus de 40 000 étudiants de s'installer au Québec entre 2016 et 2023.

Il a fait place au programme de sélection des travailleurs qualifiés (PSTQ), opérationnel depuis l'été 2025. Bien plus restrictif, il est calqué davantage sur les besoins du marché du travail de la Belle Province. Le gouvernement québécois reprochait au PEQ de ratisser trop large, sur le principe du «premier arrivé, premier servi». Une source diplomatique reconnaît auprès du Monde que les étudiants français sont affectés par le resserrement des politiques d'immigration, tout en assurant que l'intérêt pour le Québec «reste vif».

**EXIGENCES FINANCIÈRES**

Les mesures québécoises s'ajoutent aux quotas d'étudiants étrangers par province imposés par Ottawa pour limiter l'afflux d'immigrants temporaires: le gouvernement fédéral a aussi resserré, en septembre 2025, les exigences financières pour postuler à un permis d'études. Avant de déposer sa candidature, il faut désormais prouver que l'on dispose d'au moins 22 895 dollars canadiens (14 198 euros) sur son compte en banque – et même 24 617 dollars au Québec, soit près de 10 000 dollars de plus

que l'année précédente. Les conditions pour obtenir un permis de travail post-études ont aussi été restreintes.

Pour l'instant, rien n'indique à Julian Ballester qu'il est éligible au nouveau programme. «Le PSTQ priorise les travailleurs qualifiés qui ont eu des diplômes du Québec, mais il faut avoir travaillé à temps plein», explique-t-il. Or, en tant qu'étudiant, je ne suis autorisé à travailler qu'à temps partiel. On vit une situation aberrante. Je n'ai pas envie de jouer à la roulette russe. Si la porte québécoise se ferme, il faut que je songe à d'autres options», souligne le Français.

Des étudiants déçus par ces changements envisagent désormais de passer par d'autres provinces pour immigrer définitivement au Canada. Pour cela, ils peuvent se tourner vers un programme fédéral, baptisé «Entrée express», fondé sur un classement à points, selon les études et l'expérience professionnelle, qui permet de devenir rapidement résident permanent hors Québec. La part des francophones qui ont pu s'établir au Canada par l'intermédiaire de celui-ci a grimpé de 3% en un an.

Aram Musco, 25 ans, étudiant en maîtrise au conservatoire de musique de Montréal, qui réside dans la métropole québécoise depuis 2022, n'exclut plus cette porte de sortie. Mais, d'abord, il se bat pour que le gouvernement change d'avis: «Le gel du PEQ est arrivé aux deux tiers de ma licence. Puis, du jour au lendemain, on a vu apparaître les quotas d'étudiants étrangers par province. Je me suis dit: "Tout semble contre moi, je fais quoi? Je rentre?"»

Pour l'instant, Aram Musco n'a pas le nombre de points nécessaires pour bénéficier du nouveau programme, mais il jouit d'un permis d'études au Canada valide jusqu'en août 2027. Autour de lui, des amis font durer leur parcours étudiant en demandant une prolongation de ce permis, faute d'obtenir une résidence permanente à laquelle ils pouvaient prétendre auparavant. «Je connais des gens qui font leur valise en ce moment et d'autres qui croisent les doigts pour que les conditions d'immigration redevennent plus souples. Il y a une urgence. Comment faire, alors qu'on se sent déjà québécois?»

E. D.



**EXECUTIVE EDUCATION**

« Comprendre, anticiper et transformer : être acteur des mutations de demain »

Nos formations en communication, journalisme et management

- Executive MBA
- Master communication
- Master journalisme
- Certificats
- Stages courts




Découvrez toutes nos formations sur : [www.celsa.fr](http://www.celsa.fr)

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION